

## Le libéralisme durable.

### Rapport sur l'économie positive du ministre Edouard Philippe et du technocrate Jacques Attali.

*« Regarde ces maisons somptueuses, regarde ces habits magnifiques, et regarde tout ce qu'ils traînent à leur suite, par combien d'embarras, de travaux, de périls, il faut les acheter, disons mieux, par combien de sang, de meurtres, de carnage »,  
Lucien de Samosate, Le cynique, 2<sup>ème</sup> siècle.*

Depuis plusieurs années, différents technocrates, dirigeants et dirigeantes promeuvent l' « économie positive », sorte de libéralisme nouvelle sauce intégrant le développement durable – une théorie du capitalisme vert en somme. Elle est particulièrement d'actualité, parce qu'elle est au cœur des fondements théoriques du nouveau gouvernement en place. C'est d'abord Jacques Attali, celui qui a lancé la carrière politique du président Macron, qui en fait la promotion, avec comme associé le futur premier ministre Edouard Philippe, alors maire du Havre, la ville dans laquelle s'organise chaque année depuis 2012 le Forum de l'économie positive.

Dès 2012, le président d'alors François Hollande commande un rapport à Jacques Attali sur l'économie positive. Il y fait la promotion d'un « capitalisme patient », soucieux d'en finir avec la « tyrannie du court terme ». Les désastres industriels et le réchauffement climatique sont tels que les classes dirigeantes doivent trouver des solutions pour continuer de profiter de leurs privilèges. Parmi les préconisations, il est recommandé en premier de changer le statut légal des entreprises et de reconnaître leur rôle social et environnemental. Loin d'être le problème, les organisations capitalistes sont donc considérées comme la solution, à condition qu'elles intègrent dans leur bilan comptable la dimension de long terme. On y trouve aussi la proposition de la mise en place d'un conseil chargé de représenter les générations futures, dont on ne sait pas si les membres seront recrutés chez les astrologues.

#### **Une économie de notables**

Autour des travaux sur l'économie positive, on trouve des universitaires biberonnés dans les grandes écoles. Cédric Baecher, rapporteur de l'indice de positivité de l'économie, est un ancien élève de l'ESSEC, avant un tour du monde sur l'eau financé par Veolia et parrainé par un certain... Jacques Attali. Il a par ailleurs grenouillé au ministère de l'économie, à celui de l'environnement, à l'ADEME, ou dans les géants de l'industrie Saint-Gobain, Renault, EDF, Sanofi etc. Il s'est récemment formé à la négociation et la résolution des conflits. Lucide, il sait probablement qu'il lui faudra cravacher pour faire passer la pilule de ses solutions aux gens ordinaires. Angélique Delorme est quant à elle issue de l'ENA, et travaille dorénavant au Conseil d'Etat. Les paris sont ouverts pour savoir quelle grande entreprise elle rejoindra prochainement pour faire profiter de son « expertise », et remplir son compte en banque par la même occasion. Sa collègue Julie Bonamy, elle, a franchi le pas. Issue de l'ENA, elle est devenue inspectrice des finances, avant d'entrer en 2014 dans le cabinet du ministre de l'économie, Emmanuel Macron *himself*. Elle y est d'abord en charge de la décriée, sauf par le Medef, loi Macron – ce qui donne une idée de la positivité de son économie. Elle a rejoint en 2017 Saint-Gobain, en tant que directrice de la stratégie et du plan. Alexandre Jost est quant à lui issue de l'Ecole centrale de Paris, avant de s'expatrier à Berkeley en Californie, puis d'aller au Mexique, au Brésil, en Angleterre. Notre baroudeur est aujourd'hui l'heureux directeur du *think tank* La fabrique de Spinoza, qui ne cesse de promouvoir le bonheur au travail. Probablement notre premier de la

classe ne s'est-il pas aventuré à travailler dans les usines Renault, Danone ou Pepsi, mécènes de l'association. Il se serait rendu compte de la joie du travail à la chaîne.

Les partenaires officiels du Forum de l'économie positive sont tout ce qu'il y a de plus subversif : les géants de l'énergie et du nucléaire GDF-Suez et ERDF, la fierté de l'automobile française Renault, et la banque Natixis, via sa filiale dédiée à « l'investissement responsable » Mirova.

Les participants et participantes aux réflexions sont du même acabit. On y trouve le commissaire européen Michel Barnier, l'ancienne ministre Christine Albanel, devenue la communicante d'Orange, l'économiste Daniel Cohen, la directrice de Pierre et Vacances, l'ancien ministre Brice Lalonde, qui est à l'écologie ce qu'un flic infiltré est à un groupe d'action, le chef d'état-major de l'armée de l'air (pour des guerres écologiques et surtout durables ?), et bien d'autres encore.

### ***Un altruisme égoïste***

L'économie positive est voulue comme une « nouvelle vision du progrès ». Il ne s'agit pas de remettre en cause l'exploitation des êtres et de la nature, mais de trouver des solutions pour les exploiter plus longtemps. Surtout, elle correspond à une actualisation du vieux libéralisme, celui du calcul rationnel et de la poursuite égoïste de ses seuls intérêts qui a largement échoué dans ses prétentions officiellement honorables. Deux notions clés définissent et orientent l'économie positive : le long terme et l'altruisme rationnel.

La rationalité est le socle de la philosophie libérale. Dans la théorie économique classique, l'individu est considéré comme d'abord poussé par la satisfaction de son bien-être. Ses actions seraient toutes, en finalité, vouées à maximiser ses plaisirs et à minimiser ses peines. L'individu est un calculateur égoïste. Loin d'être réprouvé au nom d'une éthique ordinaire, le libéralisme en fait le moteur de la vie sociale devant paradoxalement conduire le monde entier au bien-être et à la paix entre les peuples. Aujourd'hui les inégalités n'ont jamais été aussi fortes, et on sait bien ce qu'il en est de la paix depuis l'essor du libéralisme aux 18<sup>ème</sup> et 19<sup>ème</sup> siècles.

La rationalité est d'abord économique. C'est toujours cette idée qu'il y a derrière les termes rabattus sans arrêt d'optimisation, de performance, d'efficience. C'est aussi ce qu'on appelle l'utilitarisme, du nom que lui a donné l'un des grands théoriciens libéraux du début du 19<sup>ème</sup> siècle, à savoir Jeremy Bentham. Considéré par certains et certaines comme un progressiste – il est favorable à l'abolition de la peine de mort et de l'esclavage, au divorce et la séparation de l'Eglise et de l'Etat – il est aussi et surtout un constructeur de prison à moindre coût qui a imaginé comment mettre l'individu dans la cage du libre marché, et au besoin dans une geôle bien réelle où s'entassaient toujours les plus pauvres.

L'originalité de l'économie positive est d'accoler deux termes qui pourraient être considérés comme opposés : altruisme et rationnel. Une sorte d'altruisme égoïste en somme. D'ailleurs, l'altruisme rationnel est défini par nos sympathiques économistes comme l'intérêt de tous et toutes, *mais d'abord de soi-même*. Jacques Attali est encore plus clair en le définissant comme une « forme d'intelligence de l'égoïsme ».

On retrouve la vieille idée de l'émulation positive par la concurrence. Que chacun et chacune recherche son propre intérêt, y compris au détriment des autres, et ce sera l'ensemble qui bénéficiera du bien-être. Adam Smith avait appelé cela au 18<sup>ème</sup> siècle le principe de la « main invisible ». Il a alors le mérite de ramener cette théorie à ce qu'elle est : une farce. Mais une farce dangereuse qui réussit à s'imposer à travers la planète, au moyen de la discipline et de la force. Un siècle plus tard, Herbert Spencer est plus clair : chacun et chacune doit lutter pour son existence.

C'est la survie des plus aptes, au nom de laquelle il faut laisser crever les veuves et les orphelins. Il faut les laisser crever non par méchanceté, mais parce que c'est moral. La civilisation progresse qu'avec la survie des plus forts et des plus fortes. Les nazis radicaliseront quelque peu le procédé.

L'altruisme rationnel est donc parfaitement compatible avec la doctrine libérale. Je ne peux pas m'empêcher de narrer une des nombreuses anecdotes qui rappellent encore une fois ce qu'est véritablement cette théorie qui s'est transformée en réalité matérielle et quotidienne par la force des armes et des lois. Pascal Salin est l'un de ses grands papes contemporains, ancien président de l'espèce de confrérie libérale de la Société du Mont Pèlerin<sup>1</sup>. Dans son ouvrage *Libéralisme* (2000), il n'hésite pas une seconde : entre Staline et Pinochet, il choisit Pinochet. Il préfère même le régime dictatorial, qui a au moins le mérite de respecter la propriété privée et le libre marché, qu'une démocratie peu respectueuse de ces choses comme la France. Pour la justesse de l'analyse de la très capitaliste France, on repassera. L'essentiel n'est pas là. Salin répète à l'envie que le libéralisme est le seul véritable humanisme – qui n'hésite pas une seconde, donc, à s'appuyer sur la violence, la force et l'arbitraire. Cela a au moins le mérite de l'honnêteté. Passons sur les autres éléments révélateurs de l'infamie libérale, tels la liberté entendue seulement comme propriété privée – tant pis pour les gens modestes – ou le fait que le but final de tout rapport humain est la production de richesses monnayables sur un marché – Salin doit vraiment avoir une vie de merde. L'économie positive se situe dans le même giron de pensée, en plus *soft*.

L'altruisme rationnel n'est pas la solidarité ou la générosité. Il signifie en fait une sorte d'intérêts bien compris d'abord favorables à soi, mais incluant la question du long terme. Et oui, il est plus rationnel de ne pas en rester à l'immédiat et de faire gaffe aux conséquences futures. L'entreprise de nos aimables comptables de la positivité est bien de sauver le capitalisme. Le libéralisme, c'est ici étouffer au turbin pour gagner à peine de quoi vivre, dépenser l'argent qu'on n'a pas dans des fringues à la con fabriqués là-bas dans les conditions qu'on sait, sortir les bras chargés de futilités et filer la moitié d'un euro au clochard du coin, avant de croiser des vigiles protéger des immeubles vides. Demain, ce sera la même chose. Les mêmes fringues seront zéro produit chimique, et les esclaves modernes seront heureux et heureuses de savoir qu'ils et elles contribuent à préserver l'environnement. Le clochard se fera proposer un microcrédit contre l'interdiction de la mendicité, mais sera toujours à la rue. Les mêmes immeubles vides seront surplombés de panneaux solaires avec lequel le proprio se fera encore plus de fric par la revente à EDF. Cool.

### ***Recourir à l'Etat pour exploiter plus longtemps***

Le capitalisme, c'est l'accumulation de ce qui est considéré comme richesses visant à produire davantage de richesses. Le crédit à une banque est le rapport capitaliste typique : la banque prête de l'argent, mais en tire des bénéfices grâce aux intérêts qu'elle perçoit. Ses bénéfices sont réinvestis pour les faire croître. Et ainsi de suite. Evidemment, la banque s'effondre régulièrement suite à des investissements hasardeux. Les gens ordinaires seront alors sommés de se serrer la ceinture pour les

---

<sup>1</sup> La Société du Mont-Pèlerin rassemble chaque année des intellectuels, des politiques et d'autres hommes d'influence – les femmes semblent en être très largement exclues. Elle a pour but de promouvoir l'économie de marché et les valeurs libérales. Elle est créée en 1947 à l'initiative de l'économiste Hayek en Suisse, et est d'ailleurs largement financée par le patronat suisse. Quelques membres : Milton Friedmann (économiste, conseiller de l'ancien président Reagan et du dictateur Pinochet), Maurice Allais (économiste devenu proche de Cheminade et de son groupe Solidarité et Progrès), Vaclav Klaus (ancien président Tchèque), Antonio Martino (co-fondateur avec Berlusconi de Forza Italia et ex-Ministre de la Défense italienne), Ralph Harris (économiste considéré comme l'un des architectes du thatchérisme), Karl Popper (philosophe)...

sauver : l'Etat la remet à flot, et met ensuite en place des plans d'austérité paupérisant les personnes dont la banque profitait déjà avant.

Par essence, le capitalisme est excessif. Tous les moyens sont bons pour faire fructifier son capital de départ. La nature n'est qu'une ressource, de même que les êtres. Demain est un autre jour, et c'est dès aujourd'hui qu'il faut engranger des profits. La planète s'épuise et se réchauffe. Des zones sont saturées de produits toxiques et de radioactivité. Merde, le capitalisme est en danger.

Les individus qui profitent de ce système ne sont pas des idiots. Parfaitement rationnels – mais peu raisonnables – ils et elles sont prêts à tout pour le sauver. Y compris à le réajuster. C'est aujourd'hui jusque par l'ultralibéral président Macron que la critique du « capitalisme court-termiste » est portée. Il n'est donc pas étonnant que l'autre socle de l'économie positive soit le long terme.

Pour nos grands écoliers et grandes écolières, le long terme se conjugue avec l'Etat, considéré comme le seul garant du lien social entre les citoyens. « C'est la loi qui garantit nos libertés et encadre nos marges d'action dans le temps long ». Nos libéraux sont étatistes. Contrairement à une croyance banalisée, ce n'est pas une contradiction. Notre système économique a été mis en place par la force et la discipline, c'est-à-dire par l'Etat, ses lois et ses fusils. Dans l'Angleterre autour de 1800, par exemple, la peine capitale se généralise pour tous les crimes contre la propriété : petits larcins, destruction de machines, bris de clôtures. La prison pour dettes plane au-dessus de moult artisans et commerçants. En même temps, les plus pauvres sont expropriés au profit des notables, et les mendiants et vagabondes se retrouvent dans des maisons de travail obligatoire. L'essor du salariat et de l'industrie s'accompagne partout du développement de la répression. Le marché libre si cher aux libéraux s'obtient toujours par la force de la loi.

Il n'est pas étonnant de la part de technocrates de chercher à s'appuyer sur l'Etat. Ils et elles sont abreuvés du mythe de la puissance régulatrice et bâtisseuse de l'Etat. Ils et elles circulent sans arrêt entre secteur public et secteur privé. Etat et capital sont indissociables. L'anarchisme a raison.

Le long terme, c'est finalement l'idéologie technocratique de la planification. Le réel pouvoir réside dans la production de l'avenir. Les infrastructures sont ce qui permet d'aménager un espace. Ces infrastructures nécessitent de penser les usages et les comportements. Il s'agit même d'essayer d'anticiper les inadéquations, et tout ce qui risque d'échapper au devenir prévu : le ou la technocrates essaient de prévoir les révoltes et les catastrophes. Heureusement, la vie sociale a toujours cette disposition d'être difficilement prévisible. Les technocrates s'en tiennent donc à façonner des lois et des règlements dans leur intérêt, qui permettront de maîtriser la situation le temps voulu. Il faut donc de l'expertise et de la prospective, et enfin matérialiser ce qui a été planifié à grands coups de bulldozers. Une autoroute par ici, un aéroport par là, un décret pour généraliser la voiture électrique et maintenir en même temps le nucléaire pour enrober tout cela. Ce ne sont pas de petits aménagements anodins. Ils façonnent nos manières de vivre, de penser, de sentir.

Cette matérialisation n'est pas sans d'autres effets. Les ravages industriels l'accompagnent. Dès lors, il faut des prescriptions, des normes sanitaires, des règles et des recommandations : tout se mesure, et c'est l'Etat qui clôture ainsi nos existences réduites à des modèles mathématiques. Les comportements les plus banals sont supervisés par l'administration étatique. Tu peux sortir de telle heure à telle heure, tu peux manger ci ou ça, tu peux vivre ici ou là-bas, tu dois pisser dans un flacon

pour analyses. Les japonais et japonaises de la région de Fukushima en savent quelque chose<sup>2</sup>. Tout est prévu, planifié, ordonné, de la qualité de l'air à la circulation automobile. C'est formidable.

Pour s'assurer que l'Etat appuie l'économie positive, ses promoteurs et ses promotrices appellent à l'investir. On n'est jamais mieux servi que par soi-même. L'économie positive est un réseau, regroupant des élites diverses. Leur programme n'est en fait rien d'autre que la prise de pouvoir, et ils et elles l'écrivaient dans leur manifeste publié en 2014. Voilà qui fait regarder les dernières élections sous un nouveau jour.

### ***Des modèles qui ne laissent guère de doutes...***

L'économie positive, libérale et technocratique, adore les indicateurs. Elle les kiffe à un point tel qu'elle s'essaie à en créer. Tout se mesure, y compris la positivité de l'économie par pays, selon des indicateurs qui mettent au même plan dynamisme économique, reproduction des inégalités, attractivité pour les étudiants et étudiantes étrangers et étrangères etc. A cette compétition, ce sont les pays scandinaves qui gagnent, et sont érigés comme exemples. Pourtant, loin du conte de fée, ces pays sont loin d'être des paradis gauchistes : délocalisations fréquentes, inégalités bien plus fortes qu'on ne le croit, groupuscules néonazis, nationalisme, assurances chômage par des fonds privés, pas de durée légale de travail, retraites à 65 ans...

L'Etat doit donc se rapprocher du modèle scandinave. Outre un programme, le réseau de l'économie positive a une stratégie : l'ancrage dans le territoire. C'est ici la ville du nouveau premier ministre Edouard Philippe qui est érigé en modèle, à savoir Le Havre. Les villes, et particulièrement les métropoles, sont sommées de devenir les laboratoires de l'économie positive. Et nous leurs cobayes.

Au niveau des organisations, le modèle est le syndicat des managers et des ingénieurs CFE-CGC, pour « ses principes d'action en matière d'optimisme, de confiance et de bien-être au travail ». On croit rêver. Ce qui est promu, c'est l'entrepreneuriat, l'innovation, la compétence, un capitalisme plus conforme aux utopies libérales du début de l'ère capitaliste. Un capitalisme d'aventuriers ingénieurs, loin des grandes firmes titanesques et des contraintes administratives de l'Etat. Un capitalisme de colons.

La centrale syndicale déclare défendre les intérêts des classes moyennes et des personnels encadrant, c'est-à-dire les petits chefs et les petites cheffes. Elle peut ainsi se revendiquer d'être une force de proposition pour le patronat et d'avoir pour principe d'action la négociation avec le capital et l'Etat. Pour tout prolétaire, la CFE-CGC est un ennemi de classe.

L'économie positive sonne comme un appel, mais un appel sous les drapeaux et aux pas de l'oie. Les citoyens et citoyennes sont appelés à participer, notamment sous forme de pétitions internationales. Il s'agit bien de toujours demander l'autorisation aux dirigeants et dirigeantes en pliant le genou bien gentiment. D'ailleurs, la « société civile », depuis longtemps intégrée à l'Etat et au capital, ne doit surtout pas être considérée comme un espace conflictuel et de contestation, mais de concertation et d'innovation. Nos jésuites de l'économie positive regrette d'ailleurs amèrement la

---

<sup>2</sup> Pour rappel, la catastrophe de Fukushima de mars 2011 n'est pas un tsunami, et encore moins une catastrophe naturelle. Suite au séisme, la plupart des centrales nucléaires sont stoppées. A celle de Fukushima Daichi, qui fuit déjà, les groupes électrogènes prennent le relais de l'alimentation électrique coupée. Le tsunami inonde la centrale, et les groupes électrogènes tombent en panne. Un réacteur finit par exploser, disséminant de la radioactivité dans les airs, les sols et les océans. Pour des milliers d'années. Voilà le long terme de la technocratie. Sur ce désastre, on peut lire *Oublier Fukushima*, Arkadi Filine, Editions du bout de la ville, 2012.

faiblesse de leur congrégation au moment des mouvements des « Indigné-es ». En effet, l'économie positive aurait pu les « canaliser ». Les économes de la positivité sont en réalité des flics.

Citoyens et citoyennes doivent donc se mobiliser pour alimenter le moteur de la croissance. Chacun et chacune sera à la fois producteur et consommateur, agent économique rationnel sur un marché réajusté pour durer plus longtemps. L'extension des échanges, plus collaboratifs parce que moins pris par les tentacules des grandes firmes et des administrations, s'appuiera sur les technologies numériques. Celles-ci sont ainsi sensées réaliser l'utopie libérale. Enfin.

Cette position n'est en fait pas très originale. C'est celle de l'économie collaborative, dont l'un des principaux promoteurs est le futurologue états-unien Jeremy Rifkin. Pour faire court, Rifkin considère que le développement du numérique va permettre une nouvelle révolution industrielle. Un monde d'auto-entrepreneurs et d'auto-entrepreneuses connectés les uns et les unes aux autres s'ouvre alors. Tous les objets seront connectés, du thermostat au téléviseur, en passant par la bagnole. Toutes les données sur ce que font les gens seront stockées et analysées pour optimiser la gestion de la société, et en premier lieu l'efficacité énergétique. Le meilleur des mondes de Rifkin est un monde où l'expérience humaine se réduit à répondre aux stimuli d'algorithmes. Des comportements humains enfin automatisés vont alors permettre la réalisation de l'utopie libérale : absolument tout sera échangé sur un marché. Plutôt qu'un capitalisme détenu par de grands et grandes actionnaires, un capitalisme d'entrepreneurs et d'entrepreneuses connectés directement par des plateformes numériques. Plutôt qu'un capitalisme d'élites avec ses rencontres bunkerisées et ses confréries confidentielles basées sur la cooptation entre pairs, un capitalisme élargi où les petits bourgeois et les petites bourgeoises se retrouvent le dimanche pour un barbecue, avant une partie de tennis. Et toujours des petites mains exploitées, sur lesquelles repose en réalité cette économie.

L'économie collaborative s'appuie aussi sur des initiatives plus solidaires, jouant le rôle de légitimation : la fondation contre la faim dans le monde, le système d'échange local très localisé, la plateforme de financement participatif de projets humanistes ou écologistes. Les promoteurs et promotrices de l'économie positive savent que cet enrobage est nécessaire. L'essor du libéralisme d'antan s'appuyait sur le développement de la philanthropie, sorte de charité sécularisée et bourgeoise. Mais il s'agit d'encadrer ces initiatives et de les soumettre aux catégories économistes. C'est pourquoi ils et elles proposent de créer un ministère de l'économie positive, incluant l'Economie Sociale et Solidaire, c'est-à-dire les coopératives, les mutuelles et les associations depuis longtemps intégrées à l'Etat et au capital, mais aussi les initiatives essayant sincèrement et illusoirement de changer le monde sans rupture. Il s'agit ici de soumettre ces initiatives aux critères productivistes et libéraux.

### ***Un libéralisme durable à abattre***

Aucune rupture réelle avec une société inégalitaire qui ravage la vie sous toutes ses formes n'est envisageable lorsqu'elle vient de ses maîtres. Elle ne peut venir que de ses bas-fonds. L'économie positive promue par de nouvelles élites en mal de pouvoir est donc un leurre. Mais elle a aussi une autre fonction, plus profonde. Elle participe au réajustement de cette société que des soubresauts secouent à intervalles réguliers. Elle adapte le système aux aléas du temps. Elle le consolide.

L'économie positive est un mix entre la bonne vieille idéologie libérale d'un côté, celle de la bourgeoisie et qui repose sur la propriété, le marché libre et la concurrence au détriment des classes populaires et des « indésirables » (migrants et migrantes, rebelles, marginaux et marginales), et de l'autre côté l'idéologie technocratique, celle de l'Etat tout puissant qui vise à aménager et « optimiser » la vie quotidienne par la technique et la science, encore une fois au profit des intérêts

des classes dirigeantes. C'est un capitalisme durable et actualisé, où les aspirations les plus positives des existences humaines sont cadenassées. La révolte est alors la seule voie pour l'expression de la liberté, de la joie de vivre et de l'entraide, cette forme consciente de la solidarité. Avec pour horizon cette belle idée de la révolution.

**Jack Déjean. Caen, août 2017.**

